

A la place des casernes, la populaire Belle de Mai doit faire un vœu métropolitain

En ce moment, la Belle de Mai est agitée d'un vent de révolte scolaire : les parents d'élèves réclament une nouvelle école en lorgnant sur les sept hectares de casernes désaffectées sur lesquels les promesses s'empilent. Propriétaire, la Ville a mandaté un cabinet pour organiser la concertation autour d'un projet urbain à dimension métropolitaine.

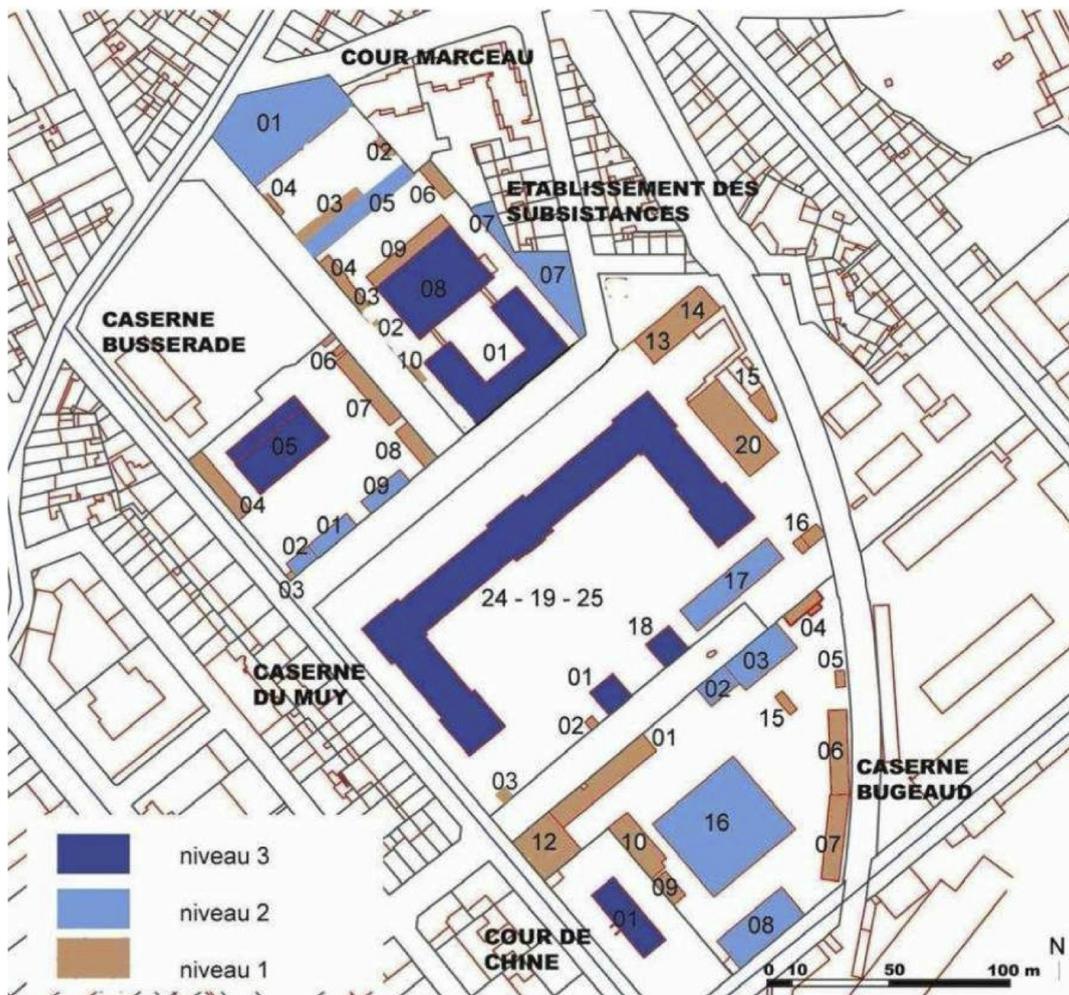
Ce n'est plus une "dent creuse" mais une bouche toute entière, avec [la grosse molaire de la caserne du Muy](#) qui y trône en dernier vestige du quartier militaire de la Belle de Mai. Forcément, ces sept hectares de réserve foncière aiguisent les appétits. D'annonce gouvernementale en promesse de campagne, les projets se multiplient pour couler du béton dans ce creux béant. [Jean-Marc Ayrault y a rêvé](#) une cité de la jeunesse, un lycée international, un internat d'excellence... Gaudin candidat y a promis un pôle média 2.0 aux contours tout aussi flous.

Les habitants du quartier ne sont pas en reste. L'ancienne caserne Busserade accueille déjà un [groupe scolaire provisoire en voie de saturation](#) et 20 classes tout aussi provisoires doivent être implantées en 2015 sur le site voisin de la caserne Bugeaud, le temps de mettre aux normes l'école National. *"Ce que nous voulons, c'est une nouvelle école en dur"*, s'insurgeait une mère d'élève en marge de l'opération de blocage que les parents d'élèves ont organisé sur le site de Busserade. *"Vous n'allez pas me dire qu'il n'y a pas la place ?"*, ajoutait-elle en montrant du menton l'énorme bâtiment de la caserne du Muy.

Une école en "dur" dans le futur

Le projet existe bel et bien. Si l'adjointe en charge de l'éducation se refuse à en parler, la maire de secteur, Lisette Narducci nouvelle alliée du maire le glissait en aparté à quelques parents d'élèves en colère de la Busserade. Mais si le projet de la Ville est aussi discret, c'est qu'il est suspendu au destin des 7 hectares d'anciens sites militaires et plus largement de l'ensemble du quartier Saint-Charles. *"La Ville va développer dans le futur un projet de groupe scolaire ambitieux dans le cadre d'une réflexion plus globale sur le devenir des casernes"*, annonce Laure-Agnès Caradec, nouvelle adjointe à l'urbanisme. *Mais pour faire face à l'urgence, nous construisons une école provisoire pour la rentrée 2015"*.

Conjointement à ces annonces, la Ville se prépare à lancer une vaste concertation à la fois sur l'emprise des casernes et sur *"un périmètre de réflexion portant sur 140 hectares autour de la gare Saint-Charles et la Belle de Mai"*. Il s'agit d'accompagner l'annonce gouvernementale de création d'une nouvelle gare redimensionnée avec l'arrivée de la ligne nouvelle Paca aux environs de 2028. Celle-ci était au cœur [des annonces de Jean-Marc Ayrault pour Marseille, en novembre dernier](#). Le ministre des transports lui a donné un tour plus concret en faisant part *"d'une accélération du rythme des études"* sur le tracé de la voie rapide. Parallèlement, il s'agit donc de faire émerger un quartier métropolitain en lien avec l'opération Euroméditerranée qui enserrera la Belle de Mai sans y mettre les pieds hormis à la Friche.



L'évolution du secteur est déjà dans les cartons depuis plusieurs années, dans le cadre des déménagements du ministère de la Défense. La Ville a progressivement [acheté les différentes casernes](#) et une [première étude urbaine](#) (dont est extraite la carte ci-dessus) a été menée en 2008. Relancée il y a un an et quelques poussières par le vote [d'une autorisation de programme en conseil municipal](#), la réflexion s'est concrétisée par le choix d'un cabinet conseil spécialisé dans la concertation sur les grands projets urbains. [Res Publica](#) a mené le même type d'opération à Montpellier pour la reconversion de [l'ancienne école d'application de l'infanterie \(EAI\)](#), un site de 35 hectares.

Calendrier contraint

"Nous avons souhaité lancer une démarche inédite à la Ville dans ce qu'on appelle le management des parties prenantes, détaille Laure-Agnès Caradec. Il s'agit de rédiger un cahier des charges qui dessine un projet qui réponde aux attentes, aux besoins et aux pratiques d'usage des habitants et des acteurs concernés par l'évolution de ce site stratégique". La volonté affichée est donc d'associer les habitants et de construire un véritable projet partagé. Une nouveauté à la Ville de Marseille où on a plus l'habitude des levées de boucliers des riverains, une fois les projets votés en conseil municipal. Laure-Agnès Caradec acquiesce avec ses mots à elle : *"Il y a des expériences menées qui ne sont pas toujours satisfaisantes. Nous cherchons à renouveler les méthodes avec une envie d'exigence. Et puis il faut que cela soit une réussite".*

Mais à la différence du projet montpelliérain qui s'est étalé sur plusieurs années, la Ville propose un calendrier de concertation extrêmement contraint : le cahier des charges devra être bouclé à l'automne, date à laquelle sera lancé un dialogue compétitif de maîtrise d'oeuvre urbaine avec désignation d'un lauréat d'ici la fin 2015. *"C'est un calendrier resserré, reconnaît Gilles-Laurent Rayssac, directeur de Res Publica. Mais nous sommes très en amont du projet, ce qui est plutôt inhabituel. Nous avons déjà commencé à consulter les acteurs. Les réunions publiques devraient*

débuter en septembre".

L'idée est de permettre d'associer les habitants à la rédaction du cahier des charges. En revanche, passés ces quelques mois, la Ville se lancera dans une période de dialogue compétitif avec les cabinets d'urbanisme présélectionnés dont seront forcément exclus les habitants. Une fois, le lauréat désigné, l'attente de concertation sera toujours là. *"Cela dépasse notre propre mission, reprend Rayssac. Mais, en même temps, quand on commence à concerter, il est difficile de s'arrêter"*.

D'ores et déjà, une consultante de Res publica a commencé à faire le tour des associations actives sur le quartier. Elle a ainsi rencontré Claude Renard, principale roue de l'association [Brouettes & compagnies](#) et candidate aux municipales sur la liste *Changer la Donne* dans le secteur. Elle a pu avancer les pions de l'implantation de services publics, avec l'école en premier lieu, mais aussi une bibliothèque. *"Nous avons aussi parlé du nécessaire désenclavement du quartier. Mais, au-delà des projets, ce qui nous intéresse est que la ville prenne en compte la véritable maîtrise d'usage des habitants du quartier, de la période de concertation jusqu'à l'appel d'offres et après"*.

Elle espère également que le phasage du projet ne laisse pas de côté les urgences : *"Tout le monde sait que nous sommes dans un des quartiers les plus pauvres d'Europe. L'aménagement à long terme ne doit pas nous faire oublier les urgences comme la nécessaire réhabilitation d'un habitat abîmé en créant du logement social dans le diffus pour éviter la mainmise des marchands de sommeil"*. Res Publica ne méconnaît pas ce contexte : *"Nous avons bien repéré que la question des écoles était un sujet fort dans le quartier, explique Gilles-Laurent Rayssac. Notre métier à nous consiste à ce que l'ensemble des dimensions d'un site soit pris en compte"*.

Sur sept hectares, éviter le banal

Comme la question du calendrier, ce nécessaire équilibre entre les usages sera au cœur de la concertation qui doit s'ouvrir. En plus du pôle Médias 2.0 promis par Gaudin, certains imaginent d'y installer les équipements sportifs qui permettraient à la Ville de rattraper son retard dans la perspective de la capitale européenne du sport. Un parc public, des logements, un commissariat...

Res Publica n'a pas reçu de feuille de route spécifique, mise à part la nécessité de conserver le caractère villageois du quartier tout en lui offrant un nouveau destin métropolitain. A ce propos, Rayssac note : *"Quand on a sept hectares d'un seul tenant, on ne peut pas y faire quelque chose de banal"*.

Également approché par la consultante de Res Publica, le président du comité d'intérêt de quartier Serge Pizzo a lancé le débat avec ses adhérents. Concernant les casernes elles-mêmes, il penche plus pour l'installation d'une zone d'activités *"un peu comme aux Arnavants"*. Quand on pointe l'ambition métropolitaine avancée par la Ville et ses partenaires, il se fait fataliste : *"Je pense que le quartier a besoin de l'implantation d'entreprises susceptibles d'apporter de l'emploi, maintenant il faut savoir si on veut du high tech, du médico-scientifique de pointe ou des tourneurs fraiseurs charpentiers"*. Dans tout ça, Serge Pizzo ne fait pas forcément de choix mais s'interroge : *"Est-ce qu'à Marseille on est bon qu'à vendre des souvenirs, faire des santons et du savon ?"*

En tout cas, ces habitants là ont bien compris que la Belle de Mai a des atouts indéniables. Si le quartier est aujourd'hui enclavé, il bénéficie d'une voie ferrée qui le traverse de part en part. *"Elle a longtemps été réduite à une voie de service mais elle permet désormais d'aller jusqu'à la Joliette et Marignane"*, note Pizzo. De son côté, Claude Noble espère qu'elle deviendra *"un vraie ligne de tram-train avec des arrêts dans le quartier"*.

Les idées sont déjà là et certains habitants ont une liste d'urgence qui pourra s'immiscer entre la

future école, les nécessaires logements qui feront entrer de l'argent frais - "*car on ne change pas de logique dans une commune qui n'a pas d'argent*", dicit Caradec - et les exigences des partenaires qui seront sollicités pour mettre au pot. L'avenir de la Belle de Mai ne fait que commencer et il démarre dans l'urgence.

Par Benoît Gilles, le 19 mai 2014